

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-bulgares et sur la libération des infirmières bulgares détenues en Libye, à Sofia le 4 octobre 2007.

Monsieur le Président, merci pour cette décoration qui représente, effectivement, un grand honneur. J'avais dit, pendant la campagne électorale française, que les infirmières bulgares, emprisonnées dans des conditions inadmissibles depuis 8 ans et demi, n'étaient pas simplement bulgares mais qu'elles étaient européennes, elles étaient françaises, que ce n'était pas le problème de la Bulgarie seulement. C'était le problème de toute l'Europe. Je veux dire au peuple bulgare qu'au travers du drame qu'ont vécu ces infirmières et ce médecin, c'est toute l'idée que je me fais de l'Europe qui est en jeu. Dans mon esprit, l'Europe signifie que chaque pays membre de la communauté, de l'Union, peut compter sur la solidarité des autres. Plus jamais, la Bulgarie ne sera seule. Quand la Bulgarie a un problème, une difficulté, avec les infirmières, ce sont vingt-six pays de la communauté qui sont derrière la Bulgarie, solidaires de la Bulgarie.

J'ai dit au président bulgare que je souhaitais que la France prenne toute sa place en Europe de l'Est et en Europe Centrale. La France veut parler à vos côtés, lorsque vous voulez défendre votre identité. La France veut vous proposer la sécurité avec des accords de défense et des contrats de coopération dans le domaine de l'armement. La France veut vous aider sur la voie du développement avec une perspective d'adhésion à Schengen et à l'euro.

Par ma naissance, je suis à moitié un Européen de l'Est ou d'Europe centrale. Vous avez gagné, vous-mêmes, votre liberté. Aujourd'hui, vous n'êtes pas en seconde division en Europe, vous êtes en première division, à part égale avec les autres pays. Et si nous, nous avons été les pays fondateurs de l'Europe, c'est parce que vous, vous n'étiez pas libres, parce que l'on vous avait laissé tomber. Vous vous êtes libérés de vos chaînes, vous avez gagné votre liberté, l'Europe a besoin de vous. L'Europe, c'est vous et ce besoin d'espérer, ce besoin d'être heureux, ce besoin d'aller vers un avenir meilleur fera le dynamisme et la force de l'Europe de demain. Ne vous excusez pas de prendre la parole, prenez-la largement, puissamment ! Nous avons besoin de votre enthousiasme, de votre énergie et de votre jeunesse.

La France est votre amie. Et croyez bien que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que l'on puisse travailler main dans la main. La France veut être l'amie de la Bulgarie, l'amie de l'Europe de l'Est et l'amie de l'Europe centrale.

Monsieur le Président, ce n'est pas un hasard si j'ai multiplié les déplacements dans cette région d'Europe. C'est parce que je sais que beaucoup se passera là. Et je porterai ce discours partout où il le faudra. Vous l'avez compris, pour moi, cette visite à Sofia à une signification toute particulière.

Quand vous viendrez en visite officielle à Paris, alors j'en profiterai pour mettre cette belle décoration. Je suis sûr qu'alors, cette photo fera le tour du monde, Monsieur le Président. Merci, Monsieur le Président.

Q - Monsieur le Président Sarkozy, dans la presse bulgare, ce matin, vous avez rendu hommage, à nouveau, à l'intervention de votre épouse Cécilia, dans la libération des infirmières bulgares. Pourquoi n'est-elle pas avec vous, aujourd'hui, à Sofia ?

R - Tout simplement parce qu'elle a été blessée par les polémiques qui ont suivi, en France, pas en Bulgarie. son intervention qui a été, en tous points, remarquable et, d'une certaine façon.

en Bulgarie, son insistance que le soit, en tous points, remarquable et, à une certaine façon, décisive. Même si je veux également rendre hommage à Madame Ferrero-Waldner et au président Barroso, qui ont fait un travail tout à fait remarquable. Elle a choisi d'être la plus discrète possible et c'est un choix qui est éminemment respectable.

Q - Monsieur le Président Sarkozy, quelles sont vos raisons pour définir la Bulgarie comme un partenaire stratégique de la France dans les Balkans et, si vous permettez encore une question, qu'est-ce qui a poussé M. Kadhafi à libérer les infirmières bulgares ?

R - D'abord, la Bulgarie a fait le choix d'être dans la Francophonie et c'est un choix que personne ne l'a obligée à faire. Un Bulgare sur dix parle français. Deuxièmement, la Bulgarie a fait des efforts gigantesques pour intégrer l'Union européenne. C'est extrêmement émouvant de voir un pays comme la Bulgarie, qui avait tant de problèmes à surmonter, s'être battu, à mains nues, pour intégrer l'Union européenne. La Bulgarie a, depuis plusieurs années, un taux de croissance remarquable. Et la Bulgarie, par ailleurs, a de grands voisins. Elle est à l'Est de l'Europe. Et il ne vous a pas échappé que la France est à l'Ouest. Si le pays qui est à l'extrême ouest est un partenaire stratégique d'un pays qui est à l'extrême est, nous embrassons une réalité dont nous faisons une synthèse.

Quant à la seconde partie de votre question, je me garde d'être le porte-parole de M. Kadhafi. Mais, je pense qu'une des choses qui a été absolument décisive dans le premier voyage de Cécilia en Libye, c'est le fait qu'elle ne se soit pas contentée d'être à Tripoli, aux côtés des infirmières bulgares et du médecin palestinien, mais qu'elle soit allée à Benghazi pour prendre en compte la douleur des familles dont les enfants ont le sida. Et je dis à mes amis bulgares, naturellement que ce ne sont pas les infirmières qui ont fait cela, mais il y a quand même quatre cent cinquante familles libyennes qui n'y sont pour rien, qui ont un enfant qui a le sida, dont cinquante qui sont morts. Et, même si les infirmières ne sont pas responsables, il y a quand même une douleur à Benghazi, qui est la douleur pour ces enfants. Nous avons reçu, il y a quelques jours, l'un d'entre eux à l'hôpital de la Timone à Marseille, pour se faire soigner. Et je pense que pour résoudre la crise, il ne faut pas humilier. Il faut essayer de comprendre pourquoi on se trouve dans une impasse. Ce qui est important, c'est que les infirmières sortent. Sans humilier de l'autre côté. Parce que l'humiliation bloquait la discussion. Voilà mon analyse. Il peut y en avoir d'autres, en tout cas, c'est comme cela que j'ai compris les choses.